

Vivre sous l'occupation

Partage international n° 173 - Février 2003

Interview de Belinda Coote par Gill Fry

L'AMP (Aide médicale pour les Palestiniens) est une organisation caritative britannique fondée en 1984, après le massacre de centaines de Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Shatila, au Liban. Depuis dix-huit ans, l'AMP a fourni de l'équipement médical et des médicaments, ouvert des dispensaires et formé du personnel médical dans les territoires occupés. Travaillant de concert avec le ministère de la Santé palestinien, le Croissant rouge palestinien et de nombreuses organisations non gouvernementales, elle souhaite attirer l'attention sur les besoins les plus urgents des Palestiniens.

L'AMP a planifié de nombreux projets de développement à long terme, mais depuis le début de la nouvelle intifada, en 2000, et la détérioration de la situation, les priorités ont changé pour se concentrer sur les aides d'urgence. Selon le porte-parole de l'AMP : « Notre personnel agit avec ce qui reste du service sanitaire palestinien, des médecins et des infirmières déterminés à aider le peuple en travaillant dans des hôpitaux et des dispensaires surpeuplés, submergés d'accidentés. Malgré le couvre-feu et les contrôles militaires intimidants, les convois de l'AMP continuent à passer avec des colis de nourriture, du lait pour les enfants et du matériel de premiers secours. »

Gill Fry, notre correspondante à Londres, a interviewé Belinda Coote, directrice de l'AMP, au siège de cette organisation, à Islington, en Grande-Bretagne. Après avoir travaillé pour Oxfam pendant dix-huit ans, Belinda Coote a rejoint l'AMP en juillet 2002 et a fait sa première visite sur la Rive gauche du Jourdain, dans la bande de Gaza et au Liban, en octobre 2002.

Partage international : *Pouvez-vous décrire votre voyage ? Avez-vous visité les camps de réfugiés de la Rive gauche et de Gaza ?*

Belinda Coote : Je me suis rendue sur la Rive gauche et à Gaza, mais nous n'avons pas pu entrer dans les camps de réfugiés car la situation était très tendue à l'époque. Gaza est une bande de terre de 28

km, située le long de la côte, et c'est comme de pénétrer dans une prison à ciel ouvert, ou dans un autre univers (il faut présenter un passeport au poste de contrôle), et tout y est hautement militarisé. Une fois dans le camp, la vie semble assez normale de prime abord. On y trouve des magasins et des activités commerciales, et des hôtels donnant sur la plage pour les gens de passage comme nous. On a l'impression de se trouver sur une terre très prospère. Mais au bout d'un moment on se rend compte que les Palestiniens qui vivent là ne sont absolument pas libres de sortir de Gaza.

PI. *Quelles sont les difficultés rencontrées par les Palestiniens ?*

BC. Lorsque nous y étions, nous avons remarqué, et je pense que c'est toujours le cas, que chaque nuit une dizaine de tanks et de bulldozers font irruption dans un endroit particulier de la bande et démolissent deux ou trois maisons, faisant généralement plusieurs victimes, ou bien qu'un missile est lancé sur une maison particulière de Gaza, occasionnant la mort de nombreuses personnes.

La peur de la population est frappante : les enfants n'arrivent pas à dormir la nuit, les gens sont très nerveux, ils sont vraiment très traumatisés. Nous avons passé une nuit dans la ville de Gaza et il y a eu une incursion tout près d'où nous résidions. Un homme d'une cinquantaine d'années, qui montait la garde assis devant un magasin, a été tué. Quand les tanks sont arrivés, ils lui ont tiré dessus, puis ils ont détruit trois magasins et sont repartis. Pour eux l'affaire était terminée, mais nous avons assisté à l'immense chagrin de sa famille, leur colère et leur peur. Cet homme n'avait aucun lien connu avec le Hamas, c'était un homme ordinaire, marié à une jeune femme et père de quatre ou cinq enfants. Je pense que les journaux ne lui ont même pas consacré une ligne. Ce genre d'événement est si ordinaire.

PI. *Il doit être difficile d'avoir une vie de famille normale ?*

BC. Nous avons rendu visite à une famille qui vivait en dehors de la ville de Gaza. Visiblement, à une époque, ils étaient des Palestiniens aisés. Le père est principal d'une école secondaire de 1 000 élèves. Il vit avec sa fille de 17 ans, deux enfants plus jeunes, sa femme et sa mère, et ils habitent dans ce qui a dû être une belle maison avec un grand terrain, des serres, des arbres et un potager. Il y a deux ans, les Israéliens ont exigé qu'ils quittent leur propriété afin

d'en faire un avant-poste militaire. L'homme et sa famille ont décidé de rester et depuis ils vivent en état de siège, relégués dans une pièce du rez-de-chaussée. Derrière la maison il y a une grande tour avec un homme qui braque en permanence un fusil sur leur cour. Contrairement à ce qui s'est passé pour beaucoup de famille qui ont refusé de partir, l'armée israélienne, pour une raison inconnue, s'est abstenue de les exécuter. Le père est un homme très déterminé qui prône la paix : il n'éprouve aucune amertume contre les forces israéliennes.

PI. *Existe-t-il une menace de famine ?*

BC. Oui, la malnutrition est importante. Nous avons visité un dispensaire rempli d'enfants sous-alimentés. Ce n'est pas aussi grave que dans certains pays africains, mais la situation se détériore rapidement pour ces gens qui doivent lutter pour survivre. Dans les camps les plus démunis, il y a des familles nombreuses, dont le père sans travail n'a aucun revenu.

La destruction de plusieurs magasins ou bureaux, chaque nuit, a un effet dévastateur sur l'économie. Le pire pour ces gens est l'humiliation d'être captifs et de devoir supporter ces attaques nocturnes.

PI. *Comment est la situation sur la Rive gauche ?*

BC. Sur la Rive gauche, c'est différent, avec la politique israélienne consistant à démanteler la région au moyen de diverses stratégies. La première étant la colonisation envahissante et la construction de routes dans toutes les zones stratégiques, sur les collines ou n'importe où. Là où les constructions ne sont pas encore réalisées, le terrain est marqué par de petites huttes de bois disposées en cercle. Des routes, réservées aux colons et interdites aux Palestiniens, se multiplient à travers la campagne pour rejoindre les colonies. L'impact sur l'environnement est déplorable.

Une autre stratégie a consisté à implanter des postes de contrôles. On ne peut se rendre dans les villes ou les habitations de la Rive gauche qu'en passant devant des postes de contrôles israéliens souvent tenus par des soldats, des garçons et des filles de 17 ans, très nerveux, armés jusqu'aux dents, et donc très dangereux.

PI. *La présence de ces postes de contrôles engendret-elle beaucoup de frustrations ?*

BC. L'humiliation des Palestiniens entrant et sortant du territoire est d'usage. Nous étions à l'un de ces postes, attendant de passer, lorsque nous avons vu une Palestinienne hors d'elle et totalement désespérée, criant et pleurant car on ne voulait pas la laisser passer. Elle nous a montré un bout de papier où il était écrit en anglais : « *J'ai une angine de poitrine. J'ai besoin d'aller à l'hôpital.* »

Un grand nombre de routes de la région ne sont plus accessibles car des troncs d'arbres ont été jetés en travers, ou elles ont été obstruées par des montagnes de terre, et alors en voiture il n'y a plus qu'à faire demi-tour.

Le couvre-feu est une autre stratégie. A Ramallah, où nous avons un bureau, le couvre-feu a été imposé de 18 h à 6 h du matin pendant trois ou quatre mois. De temps à autre, les Israéliens décrètent un couvre-feu permanent, si bien que les gens ne peuvent plus se rendre à leur travail, s'occuper de leurs affaires, faire leurs courses, ils sont obligés de rester chez eux.

PI. *Quelles sont les activités de l'AMP là-bas ?*

BC. Elles sont nombreuses. Aujourd'hui, les Palestiniens ont beaucoup de peine à circuler sur la Rive gauche pour obtenir une aide médicale essentielle ou des vaccins. C'est pourquoi l'AMP apporte son soutien à un réseau de dispensaires ruraux fonctionnant un jour par semaine. Nous recevons de nombreuses demandes de nourriture et de produits de premiers secours. Nous envoyons des colis chaque fois que c'est possible, mais il est très difficile et dangereux de circuler. Nous recevons de nombreuses requêtes concernant des traumatismes psychosociaux, particulièrement de Gaza, et des demandes d'aide pécuniaire afin que les femmes puissent disposer d'un peu d'argent pour l'entretien de leur famille. De ce fait, les priorités de l'AMP ont changé : au cours des deux dernières années, depuis l'Intifada, nous avons dû revenir à une activité de premiers secours.

PI. *L'assistance médicale est-elle entravée par l'armée israélienne ?*

BC. L'armée israélienne détruit les ambulances : des bulldozers et des tanks les écrasent. Les hôpitaux sont encore intacts et nous recevons encore de l'équipement médical et des remèdes. Un grand nombre de bébés naissent aux points de contrôles parce que les femmes ne peuvent atteindre les hôpitaux, et les maladies liées à la pauvreté augmentent, tout comme la malnutrition et la tuberculose. Beaucoup de programmes de vaccination ont été interrompus, si bien que l'on craint la réémergence prochaine de certaines maladies qui avaient été éradiquées.

PI. *Existe-t-il de nombreux cas d'enfants souffrant de troubles psychologiques ?*

BC. Oui, beaucoup. C'est particulièrement frappant à Gaza où les enfants sont sujets aux cauchemars, souffrent d'énurésie, de manque de concentration - tous les symptômes classiques dus à des traumatismes. On entend des explosions à toute heure du jour, des hélicoptères passent au-dessus des têtes, et l'angoisse est palpable : « *Où vont*

tomber les bombes cette fois ? » Aucun endroit n'est à l'abri des attaques.

PI. *Les enfants vont-ils la plupart du temps à l'école ?*

BC. Oui, il y a des écoles et les Palestiniens accordent une grande importance à l'éducation. Lorsque nous nous sommes rendus à Nablus, la ville était remplie de tanks. Nous sommes arrivés au moment où les écoliers et les écolières en uniforme sortaient de l'école. J'ai pensé qu'il était extrêmement courageux de leur part de passer juste devant les tanks pour rentrer chez eux. Ils méritent toute notre admiration.

PI. *On raconte que des « snipers » tireraient sur les Palestiniens. En avez-vous entendu parler ?*

BC. Beaucoup de colons le font. Alors que nous roulions vers Nablus, nous avons dû emprunter une route bordée de hautes collines, route qui à cette époque était réputée peu sûre en raison de tireurs isolés embusqués dans les collines et tirant sur les voitures. Je fus soulagée d'arriver au bout de cette route. C'est un endroit très dangereux en ce moment.

Réfugiés au Liban

PI. *Quelle est la vie des réfugiés dans les camps, au Liban ?*

BC. Il y a environ 250 000 réfugiés. Ils sont arrivés en grand nombre en 1948 et beaucoup sont toujours là, cinquante ans après. Ils sont privés de tout droit civique, économique ou politique, le Liban refusant d'en faire des citoyens. Il y a environ 73 métiers qu'ils n'ont pas le droit d'exercer (ce qui représente pratiquement tous les métiers), si bien qu'ils n'ont pas la possibilité de travailler. Ils sont nourris par le Programme mondial alimentaire, leur éducation et les services sanitaires étant assurés par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Ils constituent la population la plus pathétique que l'on puisse imaginer.

PI. *Vivent-ils dans des maisons ?*

BC. Oui, la plupart des camps ne se composent pas des classiques alignements de tentes. Ils ressemblent à de petites villes dans la ville, mais dans certaines parties du Liban, elles sont fermées et il faut passer par un poste de contrôle avant d'y pénétrer. Les gens y vivent en communautés séparées. En Jordanie ou en Syrie, les réfugiés ont reçu la citoyenneté, mais ceux du Liban ou de Gaza n'ont pas eu cette chance. Même si au Liban ils n'ont pas à subir d'incursions, la vie a un terrible relent de dépendance.

PI. *De quelles façons aidez-vous les gens dans ces*

camps ?

BC. L'AMP a un programme très actif au Liban, aidant et formant des professionnels de la santé et fournissant de l'équipement aux hôpitaux. Aujourd'hui, le programme s'oriente davantage vers la santé publique, installant l'eau, l'électricité et les sanitaires, réparant les toitures, éduquant les réfugiés aux notions d'hygiène. Au Liban, avec le soutien d'autres ONG, nous essayons de rendre les gens plus conscients des actions qu'ils peuvent accomplir pour briser cette culture de dépendance.

PI. *Pensez-vous que le rôle de l'AMP est d'informer le public sur ce qui se passe ?*

BC. Je pense que nous avons une véritable responsabilité à cet égard. Mais la crise humanitaire étant engendrée par une crise politique, nous sommes contraints à la prudence et de nous maintenir dans le cadre de notre mandat humanitaire et caritatif.

PI. *Les rapports des médias sur la crise israélo-palestinienne me paraissent toujours favoriser le point de vue israélien.*

BC. Oui, et les termes employés sont souvent tendancieux. Un kamikaze qui lance une bombe est toujours qualifié de terroriste, alors qu'une attaque de l'armée israélienne sur Gaza est appelée une incursion. Certains journaux sont clairement de parti pris.

PI. *La situation était-elle pire que celle à laquelle vous vous attendiez ?*

BC. Oui, et il est difficile d'y croire sans l'avoir vue. Je n'ai jamais vu un tel déploiement militaire utilisé aussi délibérément et oppressivement par un groupe contre un autre. C'est très choquant. Toute la politique pratiquée par les forces défensives israéliennes sur la Rive gauche et à Gaza est, pour ce que j'ai pu en voir, destinée à humilier une population, et elle y réussit fort bien. Lorsqu'on fait cela systématiquement sur une longue période, cela provoque une réaction, aussi tragique et affreuse qu'elle soit.

PI. *Travaillez-vous avec des groupes israéliens ?*

BC. Il existe un groupe appelé « Juifs pour la justice en Palestine », dont le siège est à Londres, qui nous a fait des dons très généreux. Nous aimerions établir davantage de liens avec la communauté juive, c'est important. Je sais que bien des Juifs sont épouvantés par ce qui se passe, et nous avons besoin de travailler avec eux.

PI. *Avez-vous de l'espoir pour l'avenir, ou cela risque-t-il d'empirer ?*

BC. Certains estiment que cela ne peut être pire,

mais cela pourrait empirer. Les Palestiniens voient la communauté internationale, aussi inefficace qu'elle soit, comme l'unique frein aux agressions israéliennes. Les Palestiniens redoutent, si les Etats-Unis envahissent l'Irak, que l'attention du monde entier se tourne vers ce pays et oublie ce qui se passe sur la Rive gauche. J'ignore ce que l'avenir nous réserve, et il est possible que la situation empire avant de s'améliorer.

Pour plus d'informations : www.map.uk.org. Tél. +44(0)20 7226 4114.

Moyen-Orient **Auteur** : Gill Fry, collaboratrice de Share International basée à Londres (G.-B.).

Thématiques : [Sciences et santé](#), [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()